

Votez pour les europhobes pour empêcher Ouest France, Le Monde... de s'enrichir encore plus à nos dépens

écrit par Maxime | 22 mars 2019



J'avais proposé il y a quelque temps des bribes de réflexion à propos de la suppression de la propriété intellectuelle dans le contexte actuel :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/01/18/sauver-lhumanite-en-supprimant-la-propriete-intellectuelle-chiche/>

Ces bribes de réflexion ne tenaient pas compte d'un processus au niveau européen qui vise à attribuer des droits voisins aux journaux en ligne lorsque les moteurs de recherche reprennent leurs contenus.

On voit plusieurs journalistes ces derniers temps militer afin d'obtenir une rémunération à ce titre, en plus des nombreux privilèges des journalistes (par exemple fiscaux puisqu'ils ont à ce titre un allègement de l'impôt sur le revenu : abattement de 7650 euros) et surtout les subventions publiques déjà mirifiques.

<http://resistancerepublicaine.com/2016/07/29/manipuler-et-desi>

[nformer-ca-rapporte-289-millions-deuros-de-subventions-a-la-presse-en-2013/](#)

La presse est de plus taxée 30 fois moins que le carburant pour répandre ses “décodex” et autres appels à voter contre Marine le Pen pendant les élections présidentielles, par exemple...

[http://resistancerepublicaine.com/2018/11/29/ue-la-presse-de-d
esinformation-taxee-30-fois-moins-que-le-carburant-a-
linitiative-de-la-france/](#)

S’agissant de la “Voix du Nord”, un conflit ouvert avec Marine le Pen a contribué à décrédibiliser ce journal :

[http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2015/11/30/
25002-20151130ARTFIG00065-marine-le-pen-veut-couper-les-
financements-regionaux-de-la-voix-du-nord.php](#)

Quant au “décodex” du Monde, il n’est pas difficile de lui répliquer le “décodex du décodex” pour pointer ses insuffisances :

[http://resistancerepublicaine.com/search/d%C3%A9codex](#)

L’adoption du projet européen de réforme serait un handicap pour les bénévoles de la réinformation, car il serait plus difficile de trier l’information grâce précisément aux grandes plateformes numériques qui nous aident à le faire quand on recherche des informations, ce qui est notre droit puisque les médias sont déjà gavés de subventions publiques et de privilèges pour produire des articles, contrairement aux sites de réinformation bénévoles.

On ne pourrait plus librement utiliser leurs articles, par exemple sous forme de courte citation, ce qui est pourtant une pratique tout à fait courante.

On ne pourrait plus alors dénoncer les manipulations médiatiques que l'on observe.

<https://www.ouest-france.fr/medias/l-union-europeenne-s-accorde-sur-la-directive-droit-d-auteur-6222903>

Comment prendre au sérieux l'appel de médias en faveur de ce projet pour la "survie de la presse", quand on sait déjà tous les avantages qu'il en retirent ?

D'ailleurs, Riester, qui fait partie de l'équipe de Macron (récupéré de la droite) est favorable à cette réforme... Tout est dit.

De plus, on ne voit pas dans cet appel de demande de reconnaissance de la légitimité de l'information parallèle, bénévole, comme contribuant au pluralisme. Que nenni, au contraire, la lutte contre les prétendues "fake news" sert de prétexte à renforcer ces revendications. Mais au-delà de la lutte, légitime, contre les fausses informations, quand elles sont avérées, c'est la pérennité des sites de réinformation qui est en cause, ces sites que certains ont vite fait d'accuser de répandre des "fake news" alors que c'est, proportionnellement au nombre d'articles, une infirme partie qui peut parfois donner lieu à contestation, parce qu'une information a été mal analysée en général, ce qui est en réalité un problème partagé par tous ceux qui agissent dans le domaine de l'information, professionnelle ou non. Il y a sans doute autant de fake news colportées par des médias professionnels que par des médias de réinformation bénévole, voire même davantage de la part des premiers et parfois volontairement. Dans tous les cas, c'est l'esprit critique du lecteur qui permet de faire le tri. Quel mépris pour le lecteur citoyen que de prétendre pour son bien lui dire qu'elle est la Vérité incontestable...

<http://www.lefigaro.fr/vox/medias/2019/03/21/31008-20190321ARTFIG00179-droits-voisins-l-appel-des-medias-europeens-pour-la->

Or, voilà que 279 signataires, dont de nombreux Français (voir la liste publiée par le Figaro) se proposent d'assurer la protection de leurs idiots de lecteurs (si on lit entre les lignes) en s'érigeant en "batman" ou "spiderman" de l'information...

Sans vergogne, ils proclament :

"Oui, l'internaute a besoin d'une presse pluraliste et libre. Oui, il a besoin d'être protégé contre les «fake news», les tentatives d'instrumentalisation de l'opinion, la propagande des États, des lobbys économiques et des trolls. Oui, enfin, il a besoin d'une démocratie vivante. Mais pour cela, il faut des médias indépendants et critiques qui puissent vivre de leur travail. L'adoption de cette directive droit d'auteur est une question de vie ou de mort pour les médias, et de survie pour beaucoup d'artistes et d'auteurs.

C'est aussi une question de survie pour un Internet riche et diversifié, où l'information et la culture ont toute leur place".

Pauvres petits médias qui ne parviennent pas à vivre de leur travail malgré le produit de leurs ventes, subventions, privilèges contraires à la Nuit du 4 août etc. Peut-être que s'ils se sentent menacés de mettre la clé sous la porte, pour certains, c'est parce que la marchandise ne donne légitimement pas satisfaction au client, non ?

On pointe encore du doigt les géants de l'Internet. Cependant, pour ma part, je refuse d'entrer dans ce jeu. Je reconnais les bienfaits de l'existence de Google pour l'humanité par exemple. Quelle qualité et quelle neutralité dans le tri de l'information, une vraie neutralité. J'ai parfois vu s'afficher dans le fil d'actualités de Google des articles de Riposte laïque, Boulevard Voltaire ou Résistance républicaine par exemple, je peux aussi consulter ainsi des articles

étrangers, parfois jusqu'en Australie et découvrir qu'un économiste renommé loue le programme de Marine le Pen pendant la présidentielle... Que de découvertes, quelle ouverture sur le monde grâce à Google.

Or, d'ores et déjà, Google est dans le viseur de l'Union européenne, des autorités françaises.

Et v'lan, 1 milliard et demi à payer à l'Union européenne au nom de la libre concurrence...

<https://www.20minutes.fr/economie/2477891-20190321-google-condamne-payer-149-milliard-euros-union-europeenne>

Et v'lan, 4,3 milliards auparavant (on peut se demander si ce n'est pas du racket) :

<https://www.usine-digitale.fr/editorial/abus-de-position-dominante-google-a-nouveau-condamne-par-la-commission-europeenne.N721439>

Et v'lan, 50 millions de la part de la CNIL :

<https://www.cnil.fr/fr/la-formation-restreinte-de-la-cnil-prononce-une-sanction-de-50-millions-deuros-lencontre-de-la>

... pour avoir manqué au respect du RGDP, vous savez, ce truc qui nous a empêché pendant des mois de nous réinformer auprès des médias canadiens (comme si on était en Chine...), qui vous oblige à cocher des cases à chaque fois que vous visitez un site pour consentir à la collecte de données en réalité souvent essentielles pour que le site continue à vivre sans vous infliger une quantité de publicités gênant voire empêchant sa lecture et aussi pour qu'il demeure gratuit.

Je ne maîtrise pas l'alpha et l'oméga de la question, mais instinctivement, compte tenu de l'ensemble de ces considérations, il me paraît clair que les revendications de ces signataires journalistes ne sont pas légitimes. Raison de plus pour sanctionner les instances européennes allant dans leur sens...

Pour finir, voici un extrait de la liste des signataires publiée par le Figaro :

DÉPÊCHE DU MIDI – José Biosca, Global News Director

LES ECHOS – Nicolas Barre, directeur de la rédaction

LA CROIX – M. Guillaume Goubert, Directeur de la Rédaction

LA DEPECHE DU MIDI – Lionel Laparade, Editor in chief

LA VOIX DU NORD – Patrick Jankielewicz, Editor in chief

LA VOIX DU NORD – Pierre Mauchamp, Managing Director

L'HUMANITE – Patrick Le Hyaric, Directeur

LE MONDE – Florence Aubenas, Reporter at large for Le Monde. Awards: Prix Joseph Kessel (2010) , Prix Jean Amila-Meckert (2010), Globe de Cristal (2011) , Prix d'Académie (2015).

LIBERATION – Laurent Joffrin, Directeur

NORD LITTORAL – Philippe Henon, Editor in chief

OUEST-FRANCE – François-Xavier Lefranc, Editor in chief

SUD OUEST – Jean-Pierre Dorian, Editor in chief

SUD OUEST – Christophe Galichon, Managing Director

AFP – Fabrice Fries, President and CEO